

Canada Goose Holdings Inc.

États financiers consolidés intermédiaires résumés

Au 26 septembre 2021 et au 27 septembre 2020 et
pour les deuxièmes trimestres et les semestres clos à ces dates
(non audité)

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net et du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
		26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
		\$	\$	\$	\$
Produits	3	232,9	194,8	289,2	220,9
Coût des ventes	6	97,9	100,6	123,5	121,9
Marge brute		135,0	94,2	165,7	99,0
Frais de vente, généraux et administratifs		101,3	62,4	172,9	111,0
Amortissements		22,4	16,7	42,2	32,2
Bénéfice (perte) d'exploitation		11,3	15,1	(49,4)	(44,2)
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net	10	7,9	6,0	24,4	12,7
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		3,4	9,1	(73,8)	(56,9)
Économie d'impôt		(5,6)	(1,3)	(26,1)	(17,2)
Bénéfice net (perte nette)		9,0	10,4	(47,7)	(39,7)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net, déduction faite de l'impôt :					
Gain actuariel lié à l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi		0,2	0,2	0,2	0,2
Éléments pouvant être reclassés en résultat net, déduction faite de l'impôt :					
Profit (perte) lié à l'écart de change cumulé		1,7	1,8	(0,2)	0,2
Perte nette sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	15	(2,0)	(1,0)	(1,9)	(0,9)
Reclassement en résultat de la perte nette sur les couvertures de flux de trésorerie	15	0,4	1,9	0,5	3,8
(Perte nette) profit net sur les dérivés désignés comme couvertures d'investissement net	15	—	(0,8)	—	0,8
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		0,3	2,1	(1,4)	4,1
Bénéfice global (perte globale)		9,3	12,5	(49,1)	(35,6)
Bénéfice (perte) par action					
De base	4	0,08 \$	0,09 \$	(0,43) \$	(0,36) \$
Dilué	4	0,08 \$	0,09 \$	(0,43) \$	(0,36) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière
(non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	26 septembre 2021	27 septembre 2020	28 mars 2021
Actif		\$	\$	\$
Actifs courants				
Trésorerie		98,9	156,3	477,9
Créances clients	5	111,2	114,9	40,9
Stocks	6	416,4	417,2	342,3
Impôt sur le résultat à recevoir		9,3	10,8	4,8
Autres actifs courants	14	49,4	36,9	31,0
Total des actifs courants		685,2	736,1	896,9
Impôt différé		77,5	62,1	46,9
Immobilisations corporelles		125,9	120,1	116,5
Immobilisations incorporelles		154,8	157,4	155,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	7	253,0	247,7	233,7
Goodwill		53,1	53,1	53,1
Autres actifs à long terme	14	5,2	1,1	5,1
Total de l'actif		1 354,7	1 377,6	1 507,2
Passif				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	8, 14	195,2	163,6	177,8
Provisions	9	18,0	17,9	20,0
Impôt sur le résultat à payer		16,4	13,1	19,1
Emprunts à court terme	10	27,3	11,0	—
Tranche courante des obligations locatives	7	55,8	43,5	45,2
Total des passifs courants		312,7	249,1	262,1
Provisions	9	27,0	19,6	25,6
Impôt différé		20,4	15,9	21,6
Facilité renouvelable	10	—	222,5	—
Emprunt à terme	10	372,9	151,2	367,8
Obligations locatives	7	224,0	223,2	209,6
Autres passifs à long terme	14	21,7	6,4	20,4
Total du passif		978,7	887,9	907,1
Capitaux propres	11	376,0	489,7	600,1
Total du passif et des capitaux propres		1 354,7	1 377,6	1 507,2

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres
(non audité)
(en millions de dollars canadiens)

			Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments (de perte globale) de bénéfice global	Total
	Notes	Actions à droit de vote multiple	Actions à droit de vote subalterne	Total			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 28 mars 2021		1,4	119,1	120,5	25,2	459,6	(5,2) 600,1
Rachat d'actions à droit de vote subalterne en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités	11	—	(7,6)	(7,6)	—	(169,3)	— (176,9)
Rachat d'actions à droit de vote subalterne détenues aux fins d'annulation en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités	11	—	(0,3)	(0,3)	—	(7,0)	— (7,3)
Passif relatif au courtier en vertu du programme de rachat d'actions automatique	11	—	—	—	(3,3)	—	— (3,3)
Exercice d'options sur actions	11	—	8,3	8,3	(2,5)	—	— 5,8
Perte nette		—	—	—	—	(47,7)	— (47,7)
Autres éléments de perte globale		—	—	—	—	—	(1,4) (1,4)
Paiements fondés sur des actions	12	—	—	—	6,9	—	— 6,9
Impôt différé sur les paiements fondés sur des actions		—	—	—	(0,2)	—	— (0,2)
Solde au 26 septembre 2021		1,4	119,5	120,9	26,1	235,6	(6,6) 376,0
Solde au 29 mars 2020		1,4	113,3	114,7	15,7	389,4	0,4 520,2
Exercice d'options sur actions	11	—	1,0	1,0	(0,6)	—	— 0,4
Perte nette		—	—	—	—	(39,7)	— (39,7)
Autres éléments de bénéfice global		—	—	—	—	—	4,1 4,1
Paiements fondés sur des actions	12	—	—	—	4,7	—	— 4,7
Solde au 27 septembre 2020		1,4	114,3	115,7	19,8	349,7	4,5 489,7

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie
(non audité)
(en millions de dollars canadiens)

Notes	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	9,0	10,4	(47,7)	(39,7)
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissements	25,8	18,5	49,3	37,3
Économie d'impôt	(5,6)	(1,3)	(26,1)	(17,2)
Charges d'intérêts	7,5	5,6	14,1	10,4
Perte (profit) de change	2,6	(1,5)	8,1	(0,6)
Amortissement accéléré des coûts non amortis à l'extinction de la dette	10	—	9,5	—
Perte à la cession d'actifs	—	—	—	0,1
Paielements fondés sur des actions	12	4,2	2,9	6,9
	43,5	34,6	14,1	(5,0)
Variations des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	16	(62,5)	(40,3)	(169,4)
Impôt sur le résultat payé	(1,1)	(2,4)	(12,2)	(3,8)
Intérêts versés	(6,6)	(5,4)	(13,7)	(9,8)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(26,7)	(13,5)	(181,2)	(83,3)
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7,8)	(3,0)	(13,8)	(7,0)
Investissement dans des immobilisations incorporelles	(3,8)	(1,0)	(4,7)	(1,8)
Coûts directs initiaux liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	7	(0,1)	—	(0,5)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(11,7)	(4,0)	(19,0)	(8,8)
Activités de financement				
Emprunts sur les facilités en Chine continentale	10	16,3	11,1	23,5
Remboursements de l'emprunt à terme	10	(1,0)	—	(1,9)
Emprunts sur la facilité renouvelable	10	—	11,8	—
Coûts de transaction liés aux activités de financement	10	0,1	(0,1)	(0,9)
Actions à droit de vote subalterne rachetées et annulées en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités	11	(176,9)	—	(176,9)
Actions à droit de vote subalterne rachetées et détenues aux fins d'annulation en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités	11	(2,7)	—	(2,7)
Paielements de capital sur les obligations locatives	7	(9,7)	(8,8)	(19,6)
Exercice d'options sur actions	12	4,6	0,1	5,8
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(169,3)	14,1	(172,7)	217,6
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	0,7	(0,4)	(6,1)	(0,9)
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(207,0)	(3,8)	(379,0)	124,6
Trésorerie au début de la période	305,9	160,1	477,9	31,7
Trésorerie à la fin de la période	98,9	156,3	98,9	156,3

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1. La société

Organisation

Canada Goose Holdings Inc. et ses filiales (la « société ») conçoivent, fabriquent et vendent des vêtements performants de luxe pour hommes, femmes, jeunes, enfants et bébés. Les collections de vêtements de la société se composent de divers styles de parkas, de manteaux de duvet légers, de vêtements de pluie, de vêtements coupe-vent, de tricot, de chaussures et d'accessoires pour l'automne, l'hiver et le printemps. Le siège social de la société est situé au 250 Bowie Avenue (Toronto) Canada, M6E 4Y2. Les termes « Canada Goose », « nous » et « notre/nos » utilisés tout au long des présentes notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») se rapportent à la société.

Canada Goose est une société ouverte cotée à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole « GOOS ». Les actionnaires principaux de la société sont des fonds d'investissement conseillés par Bain Capital LP et ses sociétés liées (« Bain Capital ») et DTR LLC (« DTR »), une entité contrôlée indirectement par le président et chef de la direction de la société. Les actionnaires principaux détiennent des actions à droit de vote multiple qui représentaient 47,7 % du total des actions en circulation au 26 septembre 2021, ou 90,1 % des droits de vote combinés rattachés au total des actions à droit de vote en circulation. Les actions à droit de vote subalterne qui sont négociées sur les marchés publics représentaient 52,3 % du total des actions en circulation au 26 septembre 2021, ou 9,9 % des droits de vote combinés rattachés au total des actions à droit de vote en circulation.

Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Certaines informations, qui sont considérées comme significatives pour la compréhension des états financiers intermédiaires et qui figurent normalement dans des états financiers annuels préparés selon les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'IASB, ne sont pas incluses dans les présentes notes. Les présents états financiers intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers annuels de la société.

La publication des états financiers intermédiaires a été autorisée le 4 novembre 2021 conformément à une résolution du conseil d'administration de la société.

Caractère saisonnier

Nos activités fluctuent en fonction des saisons, et nous enregistrons habituellement une partie importante de notre bénéfice d'exploitation et de nos produits tirés des ventes en gros aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, alors que nous enregistrons une partie importante de notre bénéfice d'exploitation et de nos produits tirés des ventes directes aux consommateurs aux troisième et quatrième trimestres de l'exercice. Par conséquent, des produits moins élevés que prévu au cours de ces périodes pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats d'exploitation annuels.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont normalement plus élevés aux troisième et quatrième trimestres de l'exercice en raison des produits générés dans le secteur Ventes directes aux consommateurs et du recouvrement des créances clients liées aux produits tirés des ventes en gros enregistrées plus tôt au cours de l'exercice. Les besoins en fonds de roulement augmentent habituellement en raison de la constitution des stocks. Les emprunts augmentent habituellement au cours des premier et deuxième trimestres, pour être remboursés pendant le troisième trimestre de l'exercice.

Note 2. Principales méthodes comptables et jugements et estimations comptables critiques

Mode de présentation

Les principales méthodes comptables et jugements et estimations comptables critiques, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés annuels de la société au 28 mars 2021, ont été appliqués de manière cohérente lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, sauf pour ce qui est mentionné ci-dessous. Les états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la société.

L'exercice de la société coïncide avec un cycle de présentation de l'information financière de 52 ou de 53 semaines se clôturant le dimanche le plus rapproché du 31 mars. Chaque trimestre est d'une durée de 13 semaines. Dans le cas d'un exercice de 53 semaines, la semaine additionnelle est ajoutée au troisième trimestre. L'exercice 2022 est le premier exercice de 53 semaines, qui se clôturera le 3 avril 2022.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

Pandémie de COVID-19

À l'échelle mondiale, les responsables de la santé publique ont imposé des restrictions et recommandé de prendre des précautions afin d'atténuer la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus (la « COVID-19 »), ce qui a donné lieu à la fermeture temporaire de nos magasins de détail ainsi qu'à une baisse de la fréquentation et de la productivité des magasins, et qui a eu une incidence similaire sur nos partenaires de gros. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022, les activités des magasins ont largement repris dans l'ensemble de notre réseau mondial de magasins mais, au 26 septembre 2021, la fréquentation des magasins de détail demeurait sous les niveaux d'avant la pandémie. Nous avons aussi connu une réduction importante de la capacité de notre réseau, y compris nos usines de fabrication, en raison des mesures de distanciation. Au 26 septembre 2021, toutes nos usines de fabrication étaient en exploitation à des niveaux de production inférieurs à ceux d'avant la pandémie afin de s'assurer que les mesures de distanciation appropriées étaient respectées.

En mars 2021, l'IASB a publié une modification d'IFRS 16, *Contrats de location*, afin de prolonger la période d'applicabilité de la mesure de simplification. Cette modification fait en sorte que les preneurs sont exemptés de la nécessité de déterminer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 concernant des paiements de loyers dus initialement le 30 juin 2022 ou avant cette date constitue une modification de contrat de location. La modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2021. L'application anticipée est permise. Conformément aux directives publiées, la société a adopté la modification avec prise d'effet le 29 mars 2021 et a décidé de ne pas traiter les allègements de loyer liés à la COVID-19 à titre de modifications de contrats de location. Des allègements de loyer de néant et de 0,2 M\$ ont été comptabilisés dans l'état du résultat net pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 26 septembre 2021, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 1,7 M\$ et 2,4 M\$, respectivement), et la société envisagera de chercher à obtenir d'autres allègements de loyer, à mesure qu'elle continue de surveiller l'incidence de la COVID-19.

Notes annexes (non audité)

En raison de la fermeture temporaire de magasins, des coûts nets de moins de 0,1 M\$ et de 0,2 M\$ ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs, les amortissements et les charges d'intérêts au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 0,4 M\$ et 7,1 M\$, respectivement).

La direction a effectué une évaluation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer s'il existait d'autres indices de dépréciation au 26 septembre 2021 et a conclu qu'il n'y en avait aucun.

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la société et de ses filiales. L'ensemble des transactions et des soldes intersociétés ont été éliminés.

Secteurs opérationnels

La société classe ses activités en trois secteurs opérationnels à présenter : Ventes directes aux consommateurs, Ventes en gros et Ventes autres. Le secteur Ventes directes aux consommateurs comprend les ventes réalisées par l'entremise des plateformes de commerce en ligne propres à chaque pays de même que les ventes réalisées dans les magasins de détail exploités par la société et situés dans des emplacements commerciaux de luxe.

Le secteur Ventes en gros comprend les ventes réalisées auprès de divers détaillants de vêtements et de distributeurs internationaux, qui sont des partenaires détenant des droits exclusifs dans un marché entier.

Le secteur Ventes autres inclut les ventes et les coûts qui ne sont pas directement affectés aux canaux de ventes directes aux consommateurs ou de ventes en gros, tels que les ventes aux employés et les frais de vente, généraux et administratifs. Le secteur Ventes autres comprend les frais de commercialisation engagés pour augmenter la notoriété des marques dans tous les secteurs, les frais généraux pour soutenir les activités de fabrication, les autres frais généraux et les profits et pertes de change qui ne sont pas nécessairement liés aux activités des secteurs Ventes directes aux consommateurs et Ventes en gros.

Au sein du secteur Ventes autres, l'information comparative comprend également les ventes d'équipement de protection individuelle (« EPI ») dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 ainsi que les coûts engagés en raison de la pandémie de COVID-19, y compris les frais indirects découlant de la fermeture temporaire de nos usines de fabrication.

Normes publiées qui n'ont pas encore été adoptées

Certaines nouvelles normes IFRS et nouvelles modifications et interprétations des normes IFRS existantes ont été publiées, mais ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été adoptées de manière anticipée par la société. La direction s'attend à ce que les prises de position soient appliquées aux méthodes comptables de la société pour la première période ouverte après la date d'entrée en vigueur de la prise de position. Des informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations sont présentées ci-après.

Notes annexes (non audité)

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de clarifier ses exigences pour la présentation des passifs dans l'état de la situation financière. La modification de portée limitée touche uniquement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le moment de leur comptabilisation. La modification clarifie que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et précise que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement d'un passif. Elle établit également la définition de « règlement » pour préciser que, par règlement, on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. La modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La société évalue actuellement l'incidence éventuelle de cette modification.

En août 2020, l'IASB a publié le document *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2* (modifications d'IFRS 9, *Instruments financiers*, d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et d'IFRS 16, *Contrats de location*), qui répond aux questions touchant l'information financière à la suite du remplacement d'un taux de référence existant par un autre taux de référence, et qui présente des exigences précises en matière d'informations à fournir. Les modifications prévoient une mesure de simplification à l'égard des modifications requises aux termes de la réforme des taux interbancaires offerts (« TIO »). Ces modifications ont trait à la modification des instruments financiers lorsque la base de détermination des flux de trésorerie contractuels varie en raison de la réforme des TIO, permettant l'application prospective d'un autre taux de référence. Une mesure de simplification semblable est proposée pour la comptabilisation par le preneur en vertu d'IFRS 16. Elles concernent également l'application de la comptabilité de couverture, laquelle n'est pas abandonnée uniquement en raison de la réforme des TIO. Les relations de couverture, y compris la désignation formelle et la documentation structurée, doivent être modifiées de façon à refléter les modifications apportées à l'élément couvert et, bien que la mesure de simplification permette le maintien des relations de couverture, il pourrait être nécessaire de comptabiliser des montants additionnels au titre de l'inefficacité. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. L'application anticipée est permise. Une initiative plus vaste pour l'ensemble du marché est en cours en vue de la transition des taux interbancaires offerts vers d'autres taux de référence. La société évalue actuellement l'incidence éventuelle de ces modifications et a entamé des discussions avec ses prêteurs. Il est trop tôt pour déterminer si les changements découlant des modifications respecteront les exigences relatives à l'application de la mesure de simplification.

**Notes annexes
(non audité)**

Note 3. Information sectorielle

La société a trois secteurs opérationnels à présenter : Ventes directes aux consommateurs, Ventes en gros et Ventes autres. La société évalue le rendement de chaque secteur opérationnel à présenter selon les produits et le bénéfice (la perte) d'exploitation sectoriel, lequel correspond à la mesure du bénéfice utilisée par le principal décideur opérationnel de la société, soit le président et chef de la direction, pour évaluer le rendement des secteurs opérationnels. Ni notre secteur Ventes directes aux consommateurs ni notre secteur Ventes en gros ne dépend d'un client externe unique.

La société ne présente pas le total des actifs et le total des passifs selon ses secteurs opérationnels à présenter.

Deuxième trimestre clos le 26 septembre 2021				
(en millions de dollars canadiens)	Ventes			
	directes aux	Ventes	Ventes	Total
	consommateurs	en gros	autres	
	\$	\$	\$	\$
Produits	83,2	147,9	1,8	232,9
Coût des ventes	21,9	74,8	1,2	97,9
Marge brute	61,3	73,1	0,6	135,0
Frais de vente, généraux et administratifs	23,3	13,9	64,1	101,3
Amortissements	17,0	0,8	4,6	22,4
Bénéfice (perte) d'exploitation	21,0	58,4	(68,1)	11,3
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net				7,9
Bénéfice avant impôt sur le résultat				3,4

Deuxième trimestre clos le 27 septembre 2020				
(en millions de dollars canadiens)	Ventes			
	directes aux	Ventes	Ventes	Total
	consommateurs	en gros	autres	
	\$	\$	\$	\$
Produits	46,2	118,5	30,1	194,8
Coût des ventes	10,7	62,1	27,8	100,6
Marge brute	35,5	56,4	2,3	94,2
Frais de vente, généraux et administratifs	15,8	10,6	36,0	62,4
Amortissements	12,6	0,9	3,2	16,7
Bénéfice (perte) d'exploitation	7,1	44,9	(36,9)	15,1
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net				6,0
Bénéfice avant impôt sur le résultat				9,1

**Notes annexes
(non audité)**

Semestre clos le 26 septembre 2021

(en millions de dollars canadiens)	Ventes			Total
	directes aux consommateurs	Ventes en gros	Ventes autres	
	\$	\$	\$	\$
Produits	112,6	173,7	2,9	289,2
Coût des ventes	29,9	91,5	2,1	123,5
Marge brute	82,7	82,2	0,8	165,7
Frais de vente, généraux et administratifs	38,6	21,8	112,5	172,9
Amortissements	32,2	1,8	8,2	42,2
Bénéfice (perte) d'exploitation	11,9	58,6	(119,9)	(49,4)
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net				24,4
Perte avant impôt sur le résultat				(73,8)

Semestre clos le 27 septembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	Ventes			Total
	directes aux consommateurs	Ventes en gros	Ventes autres	
	\$	\$	\$	\$
Produits	56,6	127,2	37,1	220,9
Coût des ventes	12,5	69,3	40,1	121,9
Marge (perte) brute	44,1	57,9	(3,0)	99,0
Frais de vente, généraux et administratifs	25,4	18,4	67,2	111,0
Amortissements	23,8	1,8	6,6	32,2
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5,1)	37,7	(76,8)	(44,2)
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net				12,7
Perte avant impôt sur le résultat				(56,9)

Information géographique

La société définit l'emplacement géographique des produits selon l'emplacement de ses clients.

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Canada	50,1	66,3	60,5	77,9
États-Unis	59,4	37,8	68,5	40,3
Asie-Pacifique	58,5	41,5	80,9	51,5
EMOA ¹	64,9	49,2	79,3	51,2
Produits	232,9	194,8	289,2	220,9

1. La région EMOA comprend l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine.

**Notes annexes
(non audité)**

Note 4. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente des renseignements sur le calcul du bénéfice par action, de base et dilué.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
Bénéfice net (perte nette)	9,0 \$	10,4 \$	(47,7) \$	(39,7) \$
Nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote multiple et à droit de vote subalterne en circulation	109 780 547	110 143 728	110 122 185	110 104 158
Nombre moyen pondéré d'actions à l'exercice des options sur actions et des UAR ¹	1 025 395	744 719	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote multiple et à droit de vote subalterne en circulation, après dilution	110 805 942	110 888 447	110 122 185	110 104 158
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,08 \$	0,09 \$	(0,43) \$	(0,36) \$
Dilué	0,08 \$	0,09 \$	(0,43) \$	(0,36) \$

1. S'applique aux actions dilutives et lorsque le cours moyen pondéré de clôture quotidien des actions pour l'exercice est plus élevé que le prix d'exercice des options sur actions. Pour le semestre clos le 26 septembre 2021, 995 002 options sur actions (semestre clos le 27 septembre 2020 – 727 718 actions) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, car elles étaient antidilutives.

**Notes annexes
(non audité)**

Note 5. Créances clients

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2021	27 septembre 2020	28 mars 2021
	\$	\$	\$
Créances clients	90,1	91,5	21,9
Créances sur cartes de crédit	4,4	3,1	2,1
Subventions publiques à recevoir	—	10,6	4,4
Autres créances	17,9	11,7	14,3
	112,4	116,9	42,7
Moins : pertes de crédit attendues et rabais sur ventes	(1,2)	(2,0)	(1,8)
Créances clients, montant net	111,2	114,9	40,9

Note 6. Stocks

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2021	27 septembre 2020	28 mars 2021
	\$	\$	\$
Matières premières	71,2	74,4	63,8
Produits en cours	17,6	16,4	18,6
Produits finis	327,6	326,4	259,9
Total des stocks selon le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation	416,4	417,2	342,3

La valeur des stocks est réduite à la valeur nette de réalisation lorsque la société estime que le coût des stocks ne peut être recouvré en raison de leur obsolescence, des dommages qu'ils ont subis ou de la diminution du taux de vente. Au 26 septembre 2021, la provision pour obsolescence totalisait 26,2 M\$ (27 septembre 2020 – 20,7 M\$; 28 mars 2021– 23,4 M\$).

Les montants imputés au coût des ventes comprennent les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Coût des articles fabriqués	94,5	98,8	116,4	116,8
Amortissements	3,4	1,8	7,1	5,1
	97,9	100,6	123,5	121,9

**Notes annexes
(non audité)**

Note 7. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

Le tableau suivant présente les variations du coût et de l'amortissement cumulé des actifs au titre de droits d'utilisation de la société.

(en millions de dollars canadiens)	Magasins de détail	Usines de fabrication	Autres	Total
Coût	\$	\$	\$	\$
28 mars 2021	253,3	36,7	18,4	308,4
Entrées	42,4	—	0,4	42,8
Modifications de contrats de location	1,6	—	—	1,6
Incidence de l'écart de change	1,1	—	0,1	1,2
26 septembre 2021	298,4	36,7	18,9	354,0
29 mars 2020	191,5	36,6	18,0	246,1
Entrées	58,1	0,1	3,0	61,2
Modifications de contrats de location	—	—	(1,5)	(1,5)
Incidence de l'écart de change	(3,2)	—	(0,5)	(3,7)
27 septembre 2020	246,4	36,7	19,0	302,1
(en millions de dollars canadiens)	Magasins de détail	Usines de fabrication	Autres	Total
Amortissement cumulé	\$	\$	\$	\$
28 mars 2021	58,8	9,9	6,0	74,7
Amortissement	21,3	2,6	2,0	25,9
Incidence de l'écart de change	0,4	—	—	0,4
26 septembre 2021	80,5	12,5	8,0	101,0
29 mars 2020	26,8	4,8	2,7	34,3
Amortissement	16,5	2,6	1,7	20,8
Incidence de l'écart de change	(0,6)	—	(0,1)	(0,7)
27 septembre 2020	42,7	7,4	4,3	54,4
Valeur comptable nette				
26 septembre 2021	217,9	24,2	10,9	253,0
27 septembre 2020	203,7	29,3	14,7	247,7
28 mars 2021	194,5	26,8	12,4	233,7

**Notes annexes
(non audité)**

Obligations locatives

Le tableau suivant présente les variations des obligations locatives de la société.

(en millions de dollars canadiens)	Magasins de détail	Usines de fabrication	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
28 mars 2021	211,0	29,9	13,9	254,8
Entrées	41,9	—	0,4	42,3
Modifications de contrats de location	1,5	—	—	1,5
Paievements de capital	(15,0)	(2,7)	(1,9)	(19,6)
Incidence de l'écart de change	0,7	—	0,1	0,8
26 septembre 2021	240,1	27,2	12,5	279,8
29 mars 2020	176,3	34,7	16,9	227,9
Entrées	58,1	—	3,0	61,1
Modifications de contrats de location	—	—	(1,3)	(1,3)
Paievements de capital	(13,5)	(2,4)	(1,5)	(17,4)
Incidence de l'écart de change	(2,9)	—	(0,7)	(3,6)
27 septembre 2020	218,0	32,3	16,4	266,7

Les obligations locatives sont classées dans les passifs courants ou non courants comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Magasins de détail	Usines de fabrication	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Obligations locatives courantes	46,5	4,9	4,4	55,8
Obligations locatives non courantes	193,6	22,3	8,1	224,0
26 septembre 2021	240,1	27,2	12,5	279,8
Obligations locatives courantes	34,6	5,0	3,9	43,5
Obligations locatives non courantes	183,4	27,3	12,5	223,2
27 septembre 2020	218,0	32,3	16,4	266,7
Obligations locatives courantes	36,2	5,1	3,9	45,2
Obligations locatives non courantes	174,8	24,8	10,0	209,6
28 mars 2021	211,0	29,9	13,9	254,8

Les contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur et les contrats de location à court terme ne sont pas inclus dans le calcul des obligations locatives. Ces charges locatives sont comptabilisées dans le coût des ventes ou dans les frais de vente, généraux et administratifs de manière linéaire ou selon une autre méthode systématique.

Notes annexes (non audité)

Pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 26 septembre 2021, des paiements de loyers de 1,6 M\$ et de 2,1 M\$, respectivement, ont été exclus du calcul des obligations locatives (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 0,3 M\$ et 2,1 M\$, respectivement). La plus grande partie de ces montants se rapportait à des contrats de location à court terme et à des loyers variables.

Note 8. Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2021	27 septembre 2020	28 mars 2021
	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs	67,0	64,1	78,9
Charges à payer	70,9	57,3	49,9
Avantages du personnel	25,1	20,3	28,3
Instruments financiers dérivés	8,8	7,2	8,8
Autres créditeurs	23,4	14,7	11,9
Créditeurs et charges à payer	195,2	163,6	177,8

Note 9. Provisions

Les provisions comprennent principalement des sommes comptabilisées pour les obligations au titre des garanties offertes aux clients, pour les résiliations de contrats conclus avec des agents de vente et des distributeurs, pour les retours sur ventes ainsi que pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Les provisions sont classées dans les passifs courants ou non courants selon les prévisions de la direction quant au moment du règlement et se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Obligations liées à la mise hors service				Total
	Garantie	Retours sur ventes	d'immobilisations	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$
Provisions courantes	5,9	12,1	—	—	18,0
Provisions non courantes	19,6	—	7,4	—	27,0
26 septembre 2021	25,5	12,1	7,4	—	45,0
Provisions courantes	4,1	13,6	—	0,2	17,9
Provisions non courantes	14,8	—	4,8	—	19,6
27 septembre 2020	18,9	13,6	4,8	0,2	37,5
Provisions courantes	6,3	13,7	—	—	20,0
Provisions non courantes	20,1	—	5,5	—	25,6
28 mars 2021	26,4	13,7	5,5	—	45,6

Note 10. Emprunts

Facilité renouvelable

La société a conclu une entente avec un syndicat de prêteurs concernant une facilité de crédit garantie de premier rang adossée à des actifs composée d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 467,5 M\$, engagement augmentant à 517,5 M\$ pendant la période de pointe (du 1^{er} juin au 30 novembre). La facilité renouvelable arrivera à échéance le 3 juin 2024. Les montants prélevés en vertu de la facilité renouvelable peuvent être empruntés, remboursés et empruntés de nouveau pour financer les besoins généraux de l'entreprise.

La facilité renouvelable est assortie de multiples options en ce qui a trait aux taux d'intérêt, qui sont fondées sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base de remplacement des prêteurs, le taux de base européen, le taux LIBOR ou le taux EURIBOR, plus la marge applicable. Les intérêts sont payables trimestriellement ou à la fin de la période d'intérêt alors applicable (selon la première éventualité). La société a donné la deuxième quasi-totalité de ses actifs en garantie pour la facilité renouvelable. La facilité renouvelable comporte des clauses restrictives financières et non financières qui pourraient avoir une incidence sur la capacité de la société à prélever des fonds.

Au 26 septembre 2021, la société avait remboursé tous les montants dus en vertu de la facilité renouvelable (27 septembre 2020 – 224,9 M\$; 28 mars 2021 – néant), ce qui a donné lieu à la comptabilisation de charges de financement différées connexes de 1,1 M\$ (27 septembre 2020 – 1,9 M\$; 28 mars 2021 – 1,7 M\$) dans les autres passifs à long terme. Au 26 septembre 2021 et pour le semestre clos à cette date, la société respectait toutes les clauses restrictives.

Au 26 septembre 2021, la société disposait d'une capacité d'emprunt inutilisée de 328,6 M\$ aux termes de la facilité renouvelable (27 septembre 2020 – 101,8 M\$; 28 mars 2021 – 181,2 M\$).

La société disposait d'une facilité premier entré, dernier sorti d'un montant de 50,0 M\$ au titre de la facilité renouvelable, qui est arrivée à échéance le 25 mai 2021. Aucun montant n'était à payer au moment de l'échéance. La facilité premier entré, dernier sorti n'a pas été renouvelée et, par conséquent, des coûts de financement différés de 0,4 M\$ ont été radiés de l'état du résultat net.

L'engagement à l'égard de la facilité de crédit renouvelable comprend aussi un engagement de lettre de crédit d'un montant de 25,0 M\$, un engagement connexe de 5,0 M\$ en lettres de crédit libellées dans une monnaie autre que le dollar canadien, le dollar américain, l'euro ou la livre sterling et un engagement de crédit de sécurité de 25,0 M\$. Au 26 septembre 2021, la société avait des lettres de crédit en cours de 5,8 M\$ (27 septembre 2020 – 5,7 M\$; 28 mars 2021 – 5,0 M\$) en vertu de la facilité renouvelable.

Notes annexes (non audité)

Emprunt à terme

La société a conclu avec un syndicat de prêteurs une convention d'emprunt garantie de premier rang qui partage la même garantie que la facilité renouvelable. En raison de la modification de refinancement qui a eu lieu le 7 octobre 2020, le montant en capital total impayé a augmenté, passant de 113,8 M\$ US à 300,0 M\$ US.

Le 9 avril 2021, la société a conclu une entente avec ses prêteurs en vue de refixer le taux de son emprunt à terme, appelée la modification relative à la refixation de taux et la cinquième modification à la convention de crédit (la « modification relative à la refixation de taux »). La modification relative à la refixation de taux réduit le taux d'intérêt au taux LIBOR majoré d'une marge applicable de 3,50 %, plutôt qu'au taux LIBOR majoré d'une marge applicable de 4,25 %, payable chaque trimestre à terme échu. La société a choisi de comptabiliser la modification relative à la refixation de taux comme une extinction de la dette et un nouvel emprunt du montant pouvant être prélevé. Par conséquent, un amortissement accéléré des coûts non amortis de 9,5 M\$ a été inclus dans les charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net, dans l'état du résultat net. Dans le cadre de la modification relative à la refixation de taux, la société a engagé des coûts de transaction de 0,9 M\$, qui sont amortis sur la nouvelle durée jusqu'à l'échéance au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

À la suite de la modification relative à la refixation de taux, les modalités suivantes régissant l'emprunt à terme existant sont demeurées inchangées : a) le montant en capital total est de 300,0 M\$ US; b) la date d'échéance est au 7 octobre 2027; c) le taux LIBOR ne doit pas être inférieur à 0,75 %; et d) un montant en capital de 0,75 M\$ US est remboursable chaque trimestre. La modification relative à la refixation de taux n'a pas eu d'incidence sur les contrats dérivés existants conclus le 30 octobre 2020.

Des remboursements anticipés volontaires de montants dus en vertu de l'emprunt à terme peuvent être faits à tout moment sans prime et sans pénalité, mais les montants remboursés ne peuvent être empruntés de nouveau. Au cours du premier trimestre clos le 27 juin 2021, la société a commencé à effectuer les remboursements de capital trimestriels de 0,75 M\$ US. Au 26 septembre 2021, le capital en cours sur l'emprunt à terme totalisait 298,5 M\$ US (28 mars 2021 – 300,0 M\$ US). La société a donné la quasi-totalité de ses actifs en garantie de l'emprunt à terme. L'emprunt à terme comporte des clauses restrictives financières et non financières qui pourraient avoir une incidence sur la capacité de la société à prélever des fonds. Au 26 septembre 2021 et pour le semestre clos à cette date, la société respectait toutes les clauses restrictives.

Comme l'emprunt à terme est libellé en dollars américains, la société réévalue le solde impayé et les intérêts courus à chaque date de bilan.

Le montant impayé en vertu de l'emprunt à terme s'établissait comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2021	27 septembre 2020	28 mars 2021
	\$	\$	\$
Emprunt à terme	377,6	152,3	377,3
Tranche non amortie des coûts de transaction différés	(0,9)	(1,1)	(5,8)
Escompte d'émission initial	—	—	(3,7)
	376,7	151,2	367,8

Notes annexes (non audité)

Facilités en Chine continentale

Une filiale de la société en Chine continentale a contracté deux facilités d'emprunt non engagées d'un montant total de 310,0 M RMB auprès de différentes institutions (les « facilités en Chine continentale »). Les durées de chaque prélèvement sur les facilités d'emprunt sont de un, trois ou six mois, ou d'une autre durée convenue ne devant pas excéder 12 mois (y compris toute prolongation ou reconduction). Le taux d'intérêt applicable à chaque facilité correspond au taux préférentiel des prêts de un an, majoré de 0,15 % par année, et les intérêts sont payables après un, trois ou six mois, selon la durée de chaque prélèvement. Les montants prélevés sur les facilités en Chine continentale sont utilisés pour satisfaire aux besoins en fonds de roulement et accumuler des stocks en vue des ventes durant la saison de pointe. Au 26 septembre 2021, un montant de 23,5 M\$ était à payer par la société en vertu des facilités en Chine continentale (27 septembre 2020 – 11,0 M\$; 28 mars 2021 – néant).

Emprunts à court terme

La société avait des emprunts à court terme totalisant 27,3 M\$ au 26 septembre 2021. Les emprunts à court terme incluent un montant à payer de 23,5 M\$ (27 septembre 2020 – 11,0 M\$; 28 mars 2021 – néant) au titre des facilités en Chine continentale et un montant de 3,8 M\$ (27 septembre 2020 – néant; 28 mars 2021 – néant) pour les remboursements de capital trimestriels de l'emprunt à terme. Tous les emprunts à court terme sont exigibles au cours des 12 prochains mois.

Le montant net des charges d'intérêts, des charges financières et des autres charges se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Charges d'intérêts				
Facilités en Chine continentale	0,2	0,1	0,2	0,1
Facilité renouvelable	0,5	1,5	0,7	2,3
Emprunt à terme	4,3	1,8	8,6	3,6
Obligations locatives	2,4	2,4	4,7	4,7
Commissions d'attente	0,5	0,3	1,0	0,6
Amortissement accéléré des coûts non amortis à l'extinction de la dette	—	—	9,5	—
Produits d'intérêts	—	(0,2)	(0,3)	(0,3)
Autres coûts	—	0,1	—	1,7
Charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net	7,9	6,0	24,4	12,7

Note 11. Capitaux propres

Opérations liées au capital social pour le semestre clos le 26 septembre 2021

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le conseil d'administration a autorisé la société à lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, afin de racheter jusqu'à 5 943 239 actions à droit de vote subalterne sur la période de 12 mois allant du 20 août 2021 au 19 août 2022. Les actions à droit de vote subalterne rachetées seront annulées.

En outre, le conseil d'administration a autorisé la société à mettre en place un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») en vertu duquel un courtier désigné peut racheter des actions à droit de vote subalterne en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant la période d'interdiction de transiger prévue chaque trimestre. Les rachats effectués en vertu du PRAA respecteront certains paramètres de rachat et se poursuivront jusqu'à la première occurrence entre la date à laquelle la société aura acquis le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne aux termes du PRAA et la date d'expiration de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au cours du semestre clos le 26 septembre 2021, la société a racheté 3 802 436 actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation pour une contrepartie totale en trésorerie de 179,6 M\$, et un montant de 4,6 M\$ était à payer au courtier désigné. Le montant payé pour racheter les actions à droit de vote subalterne a été imputé au capital social, et le montant restant, soit 176,3 M\$, a été imputé aux bénéfices non distribués. Des 3 802 436 actions à droit de vote subalterne rachetées, 987 088 d'entre elles ont été rachetées dans le cadre du PRAA, pour une contrepartie totale en trésorerie de 42,1 M\$.

Le passif représentant le montant maximal que l'entité pourrait être tenue de verser au courtier désigné en vertu du PRAA s'établissait à 3,3 M\$ au 26 septembre 2021. Ce montant a été imputé au surplus d'apport. Après le trimestre et en date des présentes, la société a racheté 62 700 actions à droit de vote subalterne additionnelles aux fins d'annulation pour une contrepartie totale en trésorerie de 3,0 M\$ en vertu du PRAA. Le PRAA avait pris fin en date des présentes et le passif restant relatif au courtier désigné était de néant.

Le tableau suivant présente les transactions ayant eu une incidence sur le capital social émis et en circulation.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Actions à droit de vote multiple		Actions à droit de vote subalterne		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
28 mars 2021	51 004 076	1,4	59 435 079	119,1	110 439 155	120,5
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	—	—	(3 650 636)	(7,6)	(3 650 636)	(7,6)
Rachat d'actions à droit de vote subalterne détenues aux fins d'annulation	—	—	(151 800)	(0,3)	(151 800)	(0,3)
Exercice d'options sur actions	—	—	241 613	8,3	241 613	8,3
Règlement des UAR	—	—	48 800	—	48 800	—
26 septembre 2021	<u>51 004 076</u>	<u>1,4</u>	<u>55 923 056</u>	<u>119,5</u>	<u>106 927 132</u>	<u>120,9</u>

**Notes annexes
(non audité)**

Opérations liées au capital social pour le semestre clos le 27 septembre 2020

Le tableau suivant présente les transactions ayant eu une incidence sur le capital social émis et en circulation.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Actions à droit de vote multiple		Actions à droit de vote subalterne		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
29 mars 2020	51 004 076	1,4	58 999 182	113,3	110 003 258	114,7
Exercice d'options sur actions	—	—	130 179	1,0	130 179	1,0
Règlement des UAR	—	—	11 901	—	11 901	—
27 septembre 2020	<u>51 004 076</u>	<u>1,4</u>	<u>59 141 262</u>	<u>114,3</u>	<u>110 145 338</u>	<u>115,7</u>

Note 12. Paiements fondés sur des actions

La société a émis des options sur actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne en vertu de ses régimes de rémunération incitative, avant l'appel public à l'épargne du 21 mars 2017, soit l'ancien régime, et ultérieurement, le régime général. Toutes les options sont émises à un prix d'exercice qui ne doit pas être inférieur à la valeur de marché à la date d'attribution et elles expirent 10 ans après la date d'attribution.

Les transactions liées aux options sur actions se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	26 septembre 2021		Semestre clos le 27 septembre 2020	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions
Options en circulation au début de la période	38,32 \$	2 498 973	32,97 \$	1 794 377
Attribuées pour l'achat d'actions	48,92 \$	739 420	37,19 \$	1 244 975
Exercées	24,03 \$	(241 613)	2,81 \$	(130 179)
Annulées	47,59 \$	(64 831)	49,31 \$	(86 671)
Expirées	— \$	—	56,29 \$	(9 046)
Options en circulation à la fin de la période	<u>41,97 \$</u>	<u>2 931 949</u>	<u>35,65 \$</u>	<u>2 813 456</u>

Notes annexes (non audité)

Unités d'actions restreintes

En vertu du régime général, la société a attribué des UAR à des employés de la société. Les UAR sont considérées comme des instruments de capitaux propres aux fins comptables. Nous nous attendons à ce que les UAR dont les droits sont acquis soient payées, au moment du règlement, au moyen de l'émission de une action à droit de vote subalterne par UAR. Les droits liés aux UAR sont acquis sur une période de trois ans à raison de un tiers à chaque anniversaire de la date d'attribution.

Les transactions liées aux UAR se présentent comme suit :

	Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	Nombre	Nombre
UAR en circulation au début de la période	137 117	37 578
Attribuées	152 320	119 758
Réglées	(48 800)	(11 901)
Annulées	(7 264)	(5 452)
UAR en circulation à la fin de la période	233 373	139 983

Un maximum de 2 953 423 actions à droit de vote subalterne ont été réservées aux fins d'émission en faveur de certains employés de la société en vertu des régimes de rémunération incitative fondée sur des titres de capitaux propres, l'acquisition des droits étant conditionnelle au respect des conditions relatives à la période de service et aux objectifs de rendement de même que d'autres conditions du régime général.

Comptabilisation des attributions fondées sur des actions

Au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, la société a comptabilisé des montants de 4,2 M\$ et de 6,9 M\$, respectivement, à titre de surplus d'apport et de charge de rémunération pour l'acquisition des droits liés aux options sur actions et aux UAR (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 2,9 M\$ et 4,7 M\$, respectivement). La charge de rémunération fondée sur des actions est comprise dans les frais de vente, généraux et administratifs.

Les hypothèses qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des options attribuées selon la méthode d'évaluation des options de Black et Scholes à la date d'attribution sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020
Évaluation moyenne pondérée du cours de l'action	48,92 \$	37,19 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	48,92 \$	37,19 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,44 %	0,32 %
Durée prévue (en années)	5	5
Rendement prévu de l'action	— %	— %
Volatilité	40 %	40 %
Juste valeur moyenne pondérée des options émises	14,36 \$	9,90 \$

La juste valeur des UAR est déterminée en fonction de la valeur de marché des actions à droit de vote subalterne au moment de l'attribution. Au 26 septembre 2021, la juste valeur moyenne pondérée des UAR émises était de 48,92 \$ (27 septembre 2020 – 33,97 \$).

Notes annexes (non audité)

Note 13. Transactions entre parties liées

La société conclut à l'occasion avec ses principaux actionnaires et des organismes liés à des membres du conseil d'administration des transactions dans le cadre desquelles elle engage des charges afin d'obtenir des services commerciaux. Au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, la société a engagé des charges de 0,4 M\$ et de 0,6 M\$, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 0,3 M\$ et 0,4 M\$, respectivement), auprès de sociétés liées à certains actionnaires. Les soldes dus à des parties liées s'élevaient à 0,4 M\$ au 26 septembre 2021 (27 septembre 2020 – 0,7 M\$; 28 mars 2021 – 0,3 M\$).

L'obligation locative à payer à l'actionnaire ayant le contrôle des activités acquises de Baffin Inc. (le « fournisseur Baffin ») pour les locaux loués s'élevait à 4,2 M\$ au 26 septembre 2021 (27 septembre 2020 – 5,0 M\$; 28 mars 2021 – 4,6 M\$). Au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, la société a payé aux entités liées au fournisseur Baffin le capital et les intérêts sur l'obligation locative, déduction faite des allègements de loyer, ainsi que d'autres coûts d'exploitation, pour un total de 0,4 M\$ et de 0,7 M\$, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – 0,3 M\$ et 0,6 M\$, respectivement). Aucun montant n'était à payer à des entités liées à Baffin au 26 septembre 2021, au 27 septembre 2020 et au 28 mars 2021.

Note 14. Instruments financiers et juste valeur

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur et la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers de la société, à l'exception des instruments financiers à court terme comptabilisés au coût amorti.

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2021				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers					
Trésorerie	98,9	—	—	98,9	98,9
Dérivés inclus dans les autres actifs courants	—	4,1	—	4,1	4,1
Dérivés inclus dans les autres actifs à long terme	—	5,2	—	5,2	5,2
Passifs financiers					
Dérivés inclus dans les créditeurs et charges à payer	—	8,8	—	8,8	8,8
Facilités en Chine continentale	—	—	23,5	23,5	23,5
Dérivés inclus dans les autres passifs à long terme	—	20,2	—	20,2	20,2
Facilité renouvelable	—	—	—	—	—
Emprunt à terme	—	376,7	—	376,7	393,6

**Notes annexes
(non audité)**

	27 septembre 2020				
(en millions de dollars canadiens)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers					
Trésorerie	156,3	—	—	156,3	156,3
Dérivés inclus dans les autres actifs courants	—	4,2	—	4,2	4,2
Dérivés inclus dans les autres actifs à long terme	—	1,1	—	1,1	1,1
Passifs financiers					
Dérivés inclus dans les créditeurs et charges à payer	—	7,2	—	7,2	7,2
Emprunts à court terme	—	—	11,0	11,0	11,0
Dérivés inclus dans les autres passifs à long terme	—	3,6	—	3,6	3,6
Facilité renouvelable	—	—	222,5	222,5	224,9
Emprunt à terme	—	—	151,2	151,2	152,3

	28 mars 2021				
(en millions de dollars canadiens)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers					
Trésorerie	477,9	—	—	477,9	477,9
Dérivés inclus dans les autres actifs courants	—	5,9	—	5,9	5,9
Dérivés inclus dans les autres actifs à long terme	—	5,1	—	5,1	5,1
Passifs financiers					
Dérivés inclus dans les créditeurs et charges à payer	—	8,8	—	8,8	8,8
Dérivés inclus dans les autres passifs à long terme	—	19,5	—	19,5	19,5
Emprunt à terme	—	367,8	—	367,8	377,3

Aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs.

Note 15. Objectifs et politiques de gestion du risque financier

Le principal objectif de la société en matière de gestion du risque est de protéger les actifs et les flux de trésorerie de la société afin d'accroître la valeur de la société.

La société est exposée au risque de gestion du capital, au risque de liquidité, au risque de crédit, au risque de marché, au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La haute direction et le conseil d'administration de la société supervisent la gestion de ces risques. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les politiques de gestion de chacun de ces risques, lesquels sont résumés ci-après.

Gestion du capital

La société gère son capital et sa structure du capital en ayant pour objectif d'assurer un fonds de roulement net suffisant tout au long du cycle d'exploitation annuel et de fournir les ressources financières suffisantes à la croissance des activités afin de satisfaire à la demande à long terme des clients. Le conseil d'administration surveille la gestion du capital de la société sur une base régulière. La société évalue régulièrement la suffisance du capital et sa capacité de financement, puis effectue des ajustements en fonction de sa stratégie, de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque du secteur.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières au moment requis. La démarche de la société pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte, dans la mesure du possible, de toujours disposer de liquidités suffisantes pour satisfaire aux exigences liées aux activités, aux dépenses d'investissement, au service de la dette et à des fins générales, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent la principale source de liquidités. La société a également recours à la facilité renouvelable et aux facilités en Chine continentale en tant que source de liquidités pour les besoins en fonds de roulement à court terme. La société examine régulièrement les flux de trésorerie réels et prévus afin d'assurer que sa capacité de financement demeure adéquate.

Le tableau suivant présente un sommaire des exigences contractuelles en matière de flux de trésorerie futurs non actualisés au 26 septembre 2021.

Obligations contractuelles	T3 et T4 2022	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite	Total
(en millions de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	195,2	—	—	—	—	—	—	195,2
Facilités en Chine continentale	23,5	—	—	—	—	—	—	23,5
Emprunt à terme	1,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	356,7	377,6
Engagements de paiement d'intérêts liés aux emprunts ¹	9,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	8,0	97,0
Contrats de change à terme	—	4,8	—	—	15,0	—	—	19,8
Obligations locatives	32,1	63,9	53,2	47,7	36,2	29,3	51,1	313,5
Obligations au titre des régimes de retraite	—	—	—	—	—	—	2,0	2,0
Total des obligations contractuelles	261,7	88,5	73,0	67,5	71,0	49,1	417,8	1 028,6

1. Les engagements de paiement d'intérêts sont calculés en fonction du solde de l'emprunt et des taux d'intérêt à payer sur les facilités en Chine continentale et la facilité d'emprunt à terme, soit 4,26 %, et 4,25 %, respectivement, au 26 septembre 2021.

Notes annexes (non audité)

Au 26 septembre 2021, nous avons d'autres obligations, notamment des provisions au titre des garanties, des retours sur ventes, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des passifs d'impôt différé. Ces obligations n'ont pas été incluses dans le tableau ci-dessus, car le calendrier et le montant des paiements futurs sont incertains.

Facilité de lettres de garantie

Le 14 avril 2020, Canada Goose Inc. a conclu une facilité de lettres de garantie d'un montant de 10,0 M\$. Les lettres de garantie peuvent être émises pour une durée d'au plus 12 mois et des frais seront prélevés sur leur durée selon un taux annuel équivalant à 1,2 % de leur valeur nominale. Les montants prélevés sur la facilité seront affectés au financement des besoins en fonds de roulement au moyen de lettres de garantie, de lettres de crédit standby, de cautionnements de bonne exécution, de contre-garanties, de contre-standby ou d'autres formes de crédit semblables. La société rembourse immédiatement à la banque émettrice les montants prélevés sur les lettres de garantie. Au 26 septembre 2021, un montant de 6,0 M\$ était en cours.

En outre, au cours du deuxième trimestre clos le 26 septembre 2021, une filiale de la société en Chine continentale a conclu des facilités de lettres de garantie d'un montant de 9,2 M\$. Les montants prélevés seront affectés au financement des besoins en fonds de roulement au moyen de lettres de garantie, de lettres de crédit standby, de cautionnements de bonne exécution, de contre-garanties, de contre-standby ou d'autres formes de crédit semblables.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations liées à un instrument financier ou à un contrat de client et entraîne ainsi une perte financière.

Le risque de crédit découle de la possibilité que certaines parties se trouvent dans l'incapacité de respecter leurs obligations. La société gère son risque de crédit au moyen d'une combinaison d'assurance-crédit de tiers et de gestion interne des risques. L'assurance-crédit est offerte aux clients par un tiers et est assujettie à la surveillance continue de la solvabilité des clients de la société. L'assurance couvre une tranche précise des produits, qui peut être inférieure au total des produits de la société attribuables à un client en particulier. La société a conclu une entente avec un tiers afin d'assurer les risques de pertes jusqu'à concurrence de 90 % des créances auprès de certains clients désignés, pour une franchise totale de 0,1 M\$, jusqu'à concurrence de 30,0 M\$ par année. Au 26 septembre 2021, le montant total des créances assurées en vertu de cette entente s'élevait à environ 52,9 M\$ (27 septembre 2020 – 53,0 M\$; 28 mars 2021 – 5,7 M\$). En plus de l'assurance de tiers, la société établit des modalités de paiement avec ses clients pour atténuer le risque de crédit et continue de surveiller étroitement l'exposition de ses créances clients au risque de crédit.

Programme d'affacturage des créances clients

Une filiale européenne de la société a conclu un accord visant l'affacturage, avec un recours limité, de certaines de ses créances clients jusqu'à concurrence de 20,0 M€ en échange du financement avancé de la totalité de la valeur du capital de la facture.

Pour le semestre clos le 26 septembre 2021, la société a reçu un produit en trésorerie à la vente de créances clients d'une valeur comptable de 7,8 M\$, lesquelles ont été décomptabilisées de l'état de la situation financière de la société (semestre clos le 27 septembre 2020 – 6,2 M\$). Des frais de moins de 0,1 M\$ ont été engagés au cours du semestre clos le 26 septembre 2021 (semestre clos le 27 septembre 2020 – moins de 0,1 M\$) et ont été inclus dans les charges d'intérêts, charges financières et autres charges, montant net, dans l'état du résultat net. Au 26 septembre 2021, le montant impayé des créances clients décomptabilisées de l'état de la situation financière de la société, mais dont la société continuait d'assurer le service, s'élevait à 5,7 M\$ (27 septembre 2020 – 5,8 M\$; 28 mars 2021 – néant).

Notes annexes (non audité)

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de la variation des cours de marché. Les cours du marché comportent un risque de change et un risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Risque de change relatif aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les états financiers intermédiaires de la société sont présentés en dollars canadiens, mais une part importante des produits, des achats et des charges de la société sont libellés en devises, principalement en dollars américains, en euros, en livres sterling, en francs suisses, en yuans chinois et en dollars de Hong Kong. La société a conclu des contrats de change à terme pour réduire son exposition au risque de change découlant des produits, des achats et des charges libellés en ces devises. Certains contrats de change à terme ont été désignés au moment de leur établissement et comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. Le 18 décembre 2020, la société a lancé le programme de couverture d'exploitation pour l'exercice se clôturant le 3 avril 2022. Au cours du deuxième trimestre clos le 26 septembre 2021, la société a lancé le programme de couverture d'exploitation pour l'exercice se clôturant le 2 avril 2023.

Les produits et les charges de tous les établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens à des taux de change des devises qui avoisinent les taux en vigueur aux dates auxquelles ils sont comptabilisés. Nous nous exposons en conséquence à des profits et à des pertes de change. Une appréciation des devises par rapport au dollar canadien, dans la mesure où ces devises ne font pas l'objet d'une couverture, se traduira par une augmentation des produits qui aura une incidence positive sur le bénéfice d'exploitation et le bénéfice net, tandis qu'une dépréciation des devises par rapport au dollar canadien aura l'effet contraire.

La société a comptabilisé les pertes et les profits latents suivants liés à la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie dans les autres éléments du résultat global.

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le				Semestre clos le			
	26 septembre 2021		27 septembre 2020		26 septembre 2021		27 septembre 2020	
	Perte nette	Économie d'impôt	Profit net	Charge d'impôt	Perte nette	Économie d'impôt	Profit net	Charge d'impôt
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(2,2)	0,7	0,8	(0,1)	(1,5)	0,5	3,1	(0,9)

Notes annexes (non audité)

La société a reclassé les profits découlant des autres éléments du résultat global sur les dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie aux postes des états financiers consolidés indiqués dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
Profit découlant des autres éléments du résultat global	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Produits	(0,1)	—	(0,1)	—
Frais de vente, généraux et administratifs	—	—	(0,1)	—
Stocks	—	—	(1,0)	—

Au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, une perte latente de 0,1 M\$ et un profit latent de 0,2 M\$, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – profits latents de 0,6 M\$ et de 1,2 M\$, respectivement), sur les contrats de change à terme qui n'ont pas été traités comme des couvertures ont été comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs dans l'état du résultat net.

Les contrats de change à terme en cours relatifs aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation au 26 septembre 2021 se présentent comme suit :

(en millions)	Montant global	Devise
Contrat à terme visant l'achat de dollars canadiens	124,6 \$ US 134,2 €	Dollar américain Euro
Contrat à terme visant la vente de dollars canadiens	65,2 \$ US 62,7 €	Dollar américain Euro
Contrat à terme visant l'achat d'euros	657,4 CNY 62,9 £ 29,4 HKD 4,8 SEK 2,1 CHF	Yuan chinois Livre sterling Dollar de Hong Kong Couronne suédoise Franc suisse
Contrat à terme visant la vente d'euros	13,1 CHF 66,7 CNY 5,5 £	Franc suisse Yuan chinois Livre sterling

**Notes annexes
(non audité)**

Risque de change lié aux emprunts

La société conclut des transactions sur dérivés pour couvrir une partie de son exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change liés aux paiements de capital et d'intérêts sur son emprunt à terme libellé en dollars américains (note 10). La société a également conclu un contrat de change à terme d'une durée de cinq ans en vendant un montant de 368,5 M\$ et en recevant un montant de 270,0 M\$ US, évalués à la date de transaction, afin de fixer le risque de change sur une tranche des emprunts à terme.

Le tableau ci-dessous présente les profits et les pertes latents liés à la juste valeur des dérivés désignés comme instruments de couverture que la société a comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le				Semestre clos le			
	26 septembre 2021		27 septembre 2020		26 septembre 2021		27 septembre 2020	
	Profit net	Charge d'impôt	Perte nette	Économie d'impôt	Perte nette	Économie d'impôt	(Perte nette) profit net	Économie (charge) d'impôt
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Swaps désignés comme couvertures de flux de trésorerie	0,1	(0,1)	(1,9)	0,3	(0,4)	0,1	(4,0)	0,6
Swap de devises libellé en euros désigné comme couverture d'investissement net	—	—	(0,8)	0,1	—	—	0,8	(0,2)

Le tableau suivant présente les pertes découlant des autres éléments du résultat global sur les dérivés désignés comme instruments de couverture que la société a reclassés dans les frais de vente, généraux et administratifs.

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
Perte découlant des autres éléments du résultat global	\$	\$	\$	\$
Swaps désignés comme couvertures de flux de trésorerie	0,3	2,1	0,5	4,3

Au cours du deuxième trimestre et du semestre clos le 26 septembre 2021, des profits latents de 7,6 M\$ et de 0,1 M\$, respectivement (deuxième trimestre et semestre clos le 27 septembre 2020 – pertes latentes de 0,9 M\$ et de 1,7 M\$, respectivement), liés à la juste valeur du contrat de change à terme à échéance éloignée relatif à une tranche du solde de l'emprunt à terme ont été comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs dans l'état du résultat net.

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée à un risque de taux d'intérêt lié aux variations des taux d'intérêt sur les emprunts en cours en vertu de la facilité renouvelable, de l'emprunt à terme et des facilités en Chine continentale. Compte tenu du solde moyen pondéré des emprunts impayés en vertu de nos facilités en Chine continentale au cours du semestre clos le 26 septembre 2021, une augmentation de 1,00 % du taux d'intérêt moyen sur nos emprunts aurait entraîné une augmentation de moins de 0,1 M\$ de nos charges d'intérêts (semestre clos le 27 septembre 2020 – moins de 0,1 M\$). De même, une augmentation de 1,00 % du taux d'intérêt moyen de la facilité renouvelable et de l'emprunt à terme aurait donné lieu à une hausse des charges d'intérêts d'un montant inférieur à 0,1 M\$ et à 1,9 M\$, respectivement (semestre clos le 27 septembre 2020 – 0,9 M\$ et 0,8 M\$, respectivement).

La société a conclu des swaps de taux d'intérêt d'une durée de cinq ans en fixant la composante LIBOR de son taux d'intérêt à 0,95 % sur le montant notionnel de la dette, qui s'élève à 270,0 M\$ US. Les swaps prennent fin le 31 décembre 2025. À la suite de la modification relative à la refixation de taux, le taux d'intérêt applicable aux swaps de taux d'intérêt est maintenant de 4,45 %. Les swaps de taux d'intérêt ont été désignés au moment de leur établissement et comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Le risque de taux d'intérêt sur la facilité d'emprunt à terme est en partie atténué par des couvertures sous forme de swaps de taux d'intérêt. L'incidence des variations futures des taux d'intérêt sur nos charges d'intérêts futures dépendra principalement du montant brut des emprunts à ce moment.

Note 16. Faits saillants sur les flux de trésorerie

Variations des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Deuxième trimestre clos le		Semestre clos le	
	26 septembre 2021	27 septembre 2020	26 septembre 2021	27 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Créances clients	(71,9)	(84,5)	(70,5)	(80,7)
Stocks	(11,5)	12,9	(74,7)	(3,7)
Autres actifs courants	(19,3)	0,8	(20,1)	(1,2)
Créditeurs et charges à payer	34,6	25,5	(3,3)	19,3
Provisions	6,3	5,0	(0,6)	0,6
Autres	(0,7)	—	(0,2)	1,0
Variations des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	(62,5)	(40,3)	(169,4)	(64,7)